

problème terre à terre, mais de plus en plus pressant, que posent ses finances
sa solvabilité. Dans ce domaine, la délégation canadienne a été très active
sein de la cinquième commission et je suis heureux de dire que ses efforts
ont été couronnés de succès. Nous avons proposé un appel à la Cour inter-
nationale au sujet des obligations des États membres au titre des opérations très
diffuses que mènent les Nations Unies pour maintenir la paix. Le Canada
a été prêt à accepter la décision du tribunal et, grâce à nos efforts déployés au
sein de la cinquième commission, il y a été pris des mesures, dont on peut
attendre de bons résultats, en vue d'asseoir sur une solide base financière les
opérations des Nations Unies. Dans ce même ordre d'idées, saluons la solution,
qui paraît heureuse, du problème épineux du Congo.

L'Assemblée générale des Nations Unies compte sept commissions qui tra-
vaillent pendant trois mois. Ainsi . . . il me faudrait beaucoup de temps pour
aborder même brièvement, de chacun de ces instruments importants de la bonne
volonté et des bonnes dispositions tendant à asseoir la paix mondiale sur une
base plus solide. . . .

Rappelons-nous le discours énergique que le premier ministre avait fait en
septembre 1960, très relevé non seulement au Canada mais à l'étranger égale-
ment. Ce discours a été prononcé en présence de M. Khrouchtchev. Depuis lors,
le présent gouvernement s'est occupé de cette question importante avec logique
et persévérance et n'a pas ménagé ses interventions sur un sujet qui aurait dû
être débattu de façon plus convaincante il y a très, très longtemps. Il est difficile
d'avaloir les attaques perpétuelles de l'Union soviétique contre le Royaume-Uni
et la France à propos de leurs politiques coloniales des années passées. Voilà
pourquoi à l'Assemblée générale, l'année dernière, le Canada a tenu à diriger
l'opinion publique sur les sombres aspects de la tyrannie au sein de l'Union
soviétique. Les Canadiens peuvent être fiers de ces interpellations énergiques. . . .

Entretiens de Nassau

*Le premier ministre, M. John G. Diefenbaker, a fait, le 21 janvier, la déclara-
tion suivante:*

. . . A Nassau, avant Noël, j'ai eu des entretiens avec le président des États-
Unis et le premier ministre Macmillan sur les graves questions de principe avec
lesquelles l'alliance occidentale est aux prises dans les domaines politique et de
défense. J'ai eu aussi d'amples discussions avec M. Macmillan sur les différents
problèmes qui intéressent nos deux pays et j'ai eu l'avantage de connaître ses
vues à propos des pourparlers anglo-américains qui ont débuté avant mon arrivée
et se sont poursuivis quelque temps après.

L'entente négociée à Nassau par la Grande-Bretagne et les États-Unis con-
stitue le premier engagement ferme sur certains principes touchant la politique